

Contribution chinoise au développement du secteur agricole dans les régions du Centre et Sud Cameroun

NDAM Iliassou^①

Université de Yaoundé I, Cameroun

Received: 23/05/2023

Revised: 07/09/2023

Accepted: 15/09/2023

Citation (APA)

Ndam I. (2023). Contribution chinoise au développement du secteur agricole dans les régions du Centre et Sud Cameroun. *Revue d'Études Sino-Africaines (RÉSA)*, 2(2), 1–12.
<https://doi.org/10.56377/jsas.v2n2.0112>

Résumé

La coopération économique dans le secteur agricole est une réalité entre le Cameroun et la Chine. Cette contribution présente et analyse les investissements chinois dans le secteur agricole des régions du Centre et Sud Cameroun de 1960 à 2023. La méthodologie de cette étude est centrée sur les observations de terrain, la revue de littérature et les entretiens auprès des acteurs en charge de la coopération sino-camerounaise sur le volet agricole. Ces acteurs sont localisés dans les localités de Nanga-Eboko, Meyomessala, Kribi et Niété. Les enquêtes socio-économiques ont été réalisées auprès des 200 producteurs de ces localités. Il ressort des principaux résultats de l'étude que les investissements de la Chine sur le volet agricole interviennent dans filières vivrières, maraîchères et l'agriculture de rente (hévéa). Près de 37,5% des producteurs de ces localités déclarent bénéficier de l'expertise chinoise et de l'encadrement de la ressource humaine, tandis que 32,5% apprécient la contribution chinoise au développement local et au renforcement des activités extra-agricoles. Par ailleurs, seuls 20 % des producteurs sont satisfaits de l'action chinoise dans la dynamique du développement agricole. Les problèmes subsistent dans cette coopération et la redéfinition de nouvelles stratégies d'intervention chinoise est souhaitée pour que ces localités en bénéficient davantage.

Mots-clés : Investissements chinois, contribution, Secteur agricole, Chine, Cameroun.

^① Ndam Iliassou, enseignant chercheur, chargé de cours au département de géographie, Université de Yaoundé I, Cameroun. Ses travaux de recherche portent sur la géographie économique et le développement rural.

Chinese contribution to the development of the agricultural sector in the regions of Centre and South Cameroon

Abstract:

Economic cooperation in the agricultural sector is a reality between Cameroon and China. This contribution presents and analyzes Chinese investments in the agricultural sector of the Central and Southern Cameroon regions from 1960 to 2023. The methodology of this study is centered on field observations, literature review and interviews with the actors in charge. Sino-Cameroonian cooperation on the agricultural component. These actors are localities of Nanga-Eboko, Meyomessala, Kribi and Niété. Socio-economic surveys were carried out among 200 producers in these localities. It emerges from the main results of the study that Chinese investments in the agricultural sector are involved in food, market gardening and cash crop agriculture (rubber). Nearly 37.5% of producers in these localities say they benefit from Chinese expertise and human resource management, while 32.5% appreciate the Chinese contribution to local development and the strengthening of extra-agricultural activities. Moreover, only 20% of producers are satisfied with China's action in the dynamics of agricultural development. The problems remain in this cooperation and the redefinition of new Chinese intervention strategies is desired so that these localities benefit more.

Keywords: Chinese investments, contribution, Agricultural sector, China, Cameroon.

Introduction

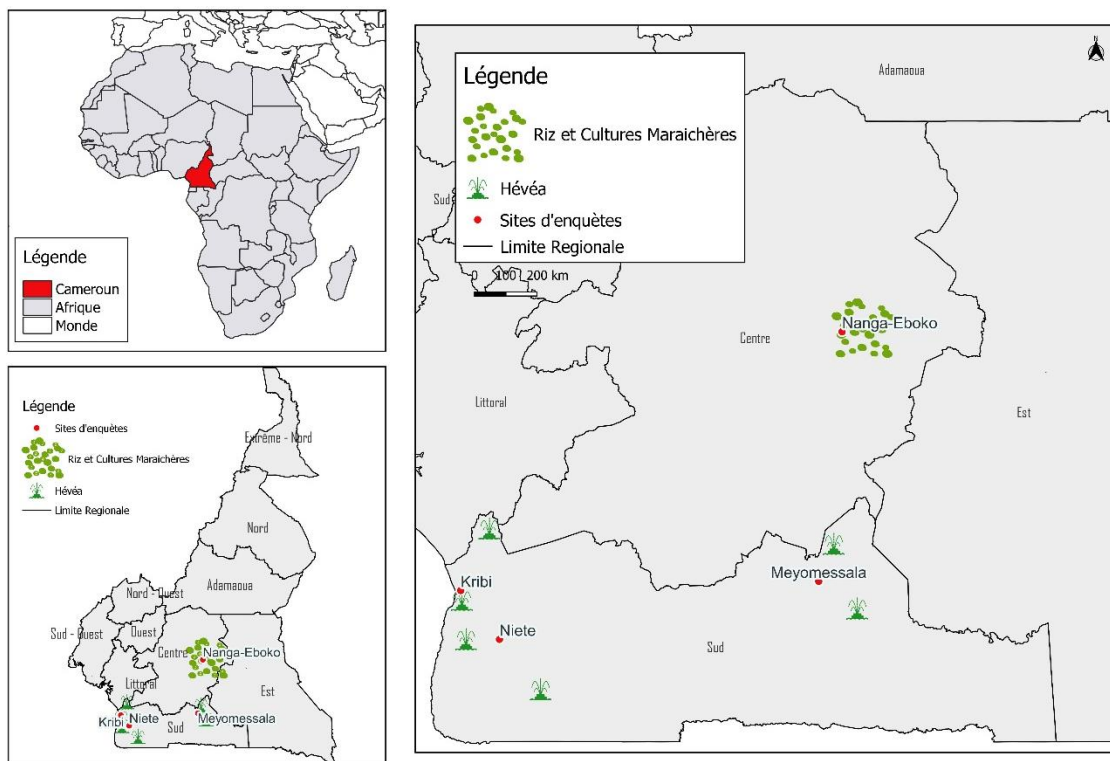
Le secteur rural domine l'économie camerounaise depuis les indépendances. Les secteurs économiques tels que les activités de production agricole, l'élevage et la pêche constituent les principales sources de revenus pour près de 70% de la population et représentent environ 30% du PIB. De nombreux atouts du milieu naturel et les données socio-démographiques sont largement favorables à l'éclosion de l'agriculture nationale. Toutefois, le secteur agricole reste dominé par l'agriculture traditionnelle incapable de s'arrimer à l'économie de marchés du fait de nombreuses pesanteurs socio-économiques et techniques. Face à cette situation de précarité de l'agriculture camerounaise, les pouvoirs publics dans le cadre de la coopération bilatérale se sont rapprochés d'un partenaire stratégique qu'est la Chine pour bénéficier de son expertise technique et de ses investissements dans le secteur agricole (Ecofin, 2019).

L'agriculture demeure une activité économique stratégique pour la plupart des pays en développement au sud du Sahara y compris le Cameroun. Dans le contexte de la mondialisation de l'économie et de la souveraineté affichée du Cameroun, la recherche de nombreux partenaires au développement est restée une nécessité pour les acteurs gouvernants. Les partenaires bilatéraux au développement, surtout ceux de l'Union Européenne n'ont pas pu contribuer à un véritable essor du secteur rural au Cameroun. La Chine présente officiellement au Cameroun depuis les années 1970 se démarque dans son redéploiement sur le secteur rural des partenaires traditionnels du Cameroun. De nombreux

investissements financiers, la présence des coopérants ruraux et la mise en place des infrastructures rurales peuvent en témoigner (Ngono, 2017). La présence chinoise dans le secteur agricole au Cameroun est une manifestation de l'aide au développement où une multitude d'acteurs entre en jeu : les ambassadeurs et coopérants techniques chinois et la partie camerounaise constituée des représentants des secteurs ruraux, économiques et diplomatiques. La forme d'intervention chinoise au Cameroun se matérialise à travers les IDE où les investisseurs étatiques et privés se manifestent pour investir dans le domaine agricole ou contribuer à la formation de la ressource humaine nationale (OECD, 2008). Les entreprises agricoles chinoises sont présentes dans les localités de de Nanga-Eboko, Meyomessala, Kribi et Niété (figure I). Cette présence facilite le contact entre les producteurs locaux et les experts chinois. Dans ce cas, un véritable transfert de technologie agricole est dès lors observé.

La littérature sur la présence chinoise dans les pays en développement abonde. Cette large littérature relaie abondamment la présence chinoise dans le commerce, les industries extractives (Punam et al., 2020). Dans le secteur agricole beaucoup de travaux se focalisent sur les travers fonciers de la présence chinoise en milieu rural (Penny, 2007). Les travaux d'Auregan (2017) pour le cas de la Côte d'Ivoire montrent que la Chine participe activement aux investissements agricoles dans ce pays. Dans ce travail, il s'agit plutôt de voir comment en plaçant l'agriculture au centre de sa diplomatie économique avec le Cameroun, la Chine intervient dans la stratégie du développement agricole du pays dans les régions du Centre et Sud du pays.

Figure I : Localisation des plantations chinoises dans les régions du Centre et Sud



Source : Enquêtes de terrain (2022)

I. État des lieux de la présence chinoise dans le dynamisme de l'économie Camerounaise en général

La coopération sino-camerounaise a été officialisée le 26 mars 1971. Depuis cette date, la coopération entre les deux pays revêt plusieurs caractères multiformes (économiques et socio-culturels). La Chine offre des dons en matériel et octroie de divers crédits et subventions à l'Etat du Cameroun. Le volet économique de cette coopération est plus visible entre les deux parties et l'agriculture quoi que le maillon faible de cette coopération contribue à renforcer les liens entre les deux pays. La diversification des partenariats économiques par le Cameroun s'inscrit dans un contexte de recherche de partenaires multiformes pour aider le pays à développer les secteurs productifs qui sont porteurs de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté. La Chine est ce partenaire sur qui le pays s'est tourné ces dernières années pour assurer son développement agricole.

La coopération commerciale est très dynamique entre le Cameroun et la Chine ces dernières années (tableau I). Les échanges entre le Cameroun et la Chine se sont accélérés depuis la fin de la décennie 2000. Les données de l'INS (2018) montrent que la Chine à partir de 2013 est devenue la première partenaire commerciale du pays. Dans un rapport du Directeur Général du trésor en France (2018 :20) l'on peut lire : « Le montant des produits importés par le Cameroun depuis la Chine s'élevait à plus de 1 Md USD en 2016 (plus d'un cinquième du total), soit quasiment le double du montant atteint en 2010. A l'inverse, la Chine ne représente que le cinquième client du Cameroun avec un total de 150 M USD de produits exportés en 2016 (soit 7 % des exportations du pays). La structure des échanges est donc très déséquilibrée, au profit de la Chine ».

Tableau I. État du commerce extérieur entre la Chine et le Cameroun en 2016.

Tableau. Principaux produits échangés entre la Chine et le Cameroun en 2016

Principaux produits exportés vers la Chine	Valeur (en M USD)	Principaux produits importés de Chine	Valeur (en M USD)
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	106	Appareils et matériels électriques	300
Coton	38	Fonte, fer et acier	121
Cacao	3	Machines, appareils et engins mécaniques	109
Cuivre	1	Ouvrages en fonte, fer ou acier	63
Total des exportations	151	Total des importations	1 046

Source : International Trade Center

Le tableau I présente les principaux produits échangés entre la Chine et le Cameroun. L'on constate que les produits agricoles font parties des biens exportés vers la Chine. Les principaux produits sont constitués des produits forestiers, le coton le cacao. Mais leurs valeurs demeurent faibles par rapport aux produits importés de la Chine.

Par ailleurs, la présence chinoise est confirmée au Cameroun à travers les nombreuses entreprises qui appartiennent à l'empire du milieu. Ces principales entreprises sont :

- le secteur pétrolier avec les entreprises comme Addax petroleum ;
- la construction navale avec China Harbour Engineering Corporation (CHEC) qui a montré ses preuves dans la construction du port en eaux profondes de Kribi ;
- la construction métallique avec China Harbour Engineering Corporation.

2. Méthodologie

La réalisation de cette étude a nécessité la mise en place d'une méthodologie centrée autour de plusieurs points. Cette méthodologie a d'abord débuté par la consultation d'une littérature sur les relations sino-africaines et sino-camerounaises. Les observations de terrain ont permis de rendre compte de la présence chinoise sur le terrain dans les localités de Nanga-Eboko, Niété, Meyomessala et Kribi. Dans ces localités, les enquêtes socio-économiques ont été menées sur un échantillon de 200 producteurs (soit 50 par site), choisis de façon aléatoire. Les entretiens avec les responsables du Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et du Ministère du Développement Rural (MINADER) ont permis de mieux appréhender l'état de la Coopération Chine-Cameroun dans le secteur agricole. Le Chargé d'Affaires de l'Ambassade de Chine au Cameroun a aussi fourni les informations sur le sujet en étude.

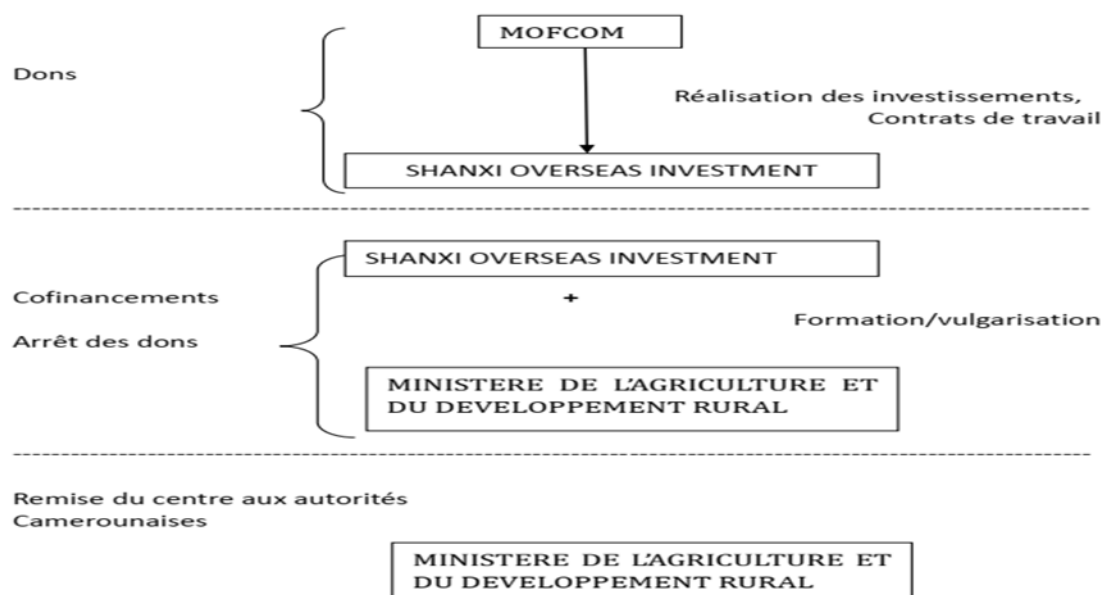
3. Résultats

3.1. La logique des acteurs et le redéploiement de la stratégie chinoise dans le secteur agricole au Cameroun

La Chine participe à la structuration du secteur agricole camerounais à travers les accords de coopération passés entre les deux pays. Le cadre juridique précise les volets de coopération bilatérale entre la Chine et le Cameroun. Un accord signé depuis 1997 et ratifié par le Cameroun en 2014 s'articule autour de la « protection réciproque des investissements ». L'instauration des commissions par les deux parties est un cadre de négociation entre les deux partenaires. Le 26 septembre 1986 marque une date importante dans la structuration de la coopération Chine-Cameroun avec l'institution de la « Grande Commission Mixte Chine / Cameroun » qui se tient tous les deux ans. C'est au cours de ces commissions mixtes que le Cameroun soumet des projets à réaliser par la Chine dans le pays.

Dans l'historique de la coopération Chine-Afrique concernant le volet agricole, le gouvernement chinois avant 1990 avait un droit de regard sur ses acteurs impliqués dans les investissements ruraux en Afrique. Depuis lors, la situation a évolué et de multiples investisseurs souvent non connus par le pouvoir central parcourent le continent à la recherche des ressources foncières (figure 2). Les banques chinoises constituent un élément central dans le financement des activités économiques des groupes et particuliers en Afrique à l'instar d'Exim Bank of China et de la China Development Bank qui accordent des prêts préférentiels à ses compatriotes (Gabas & Tang, 2014). Pour le cas du Cameroun l'on ne note pas pour le moment la présence de grands groupes qui investissent dans le secteur rural. Quelques particuliers acquièrent des réserves foncières où la riziculture est pratiquée avec les produits maraîchers locaux. Mais le gouvernement chinois investit dans la formation des ressources humaines agricoles du Cameroun à travers plusieurs mécanismes dont les bourses d'études.

Figure 2. Structure institutionnelle d'intervention de la Chine au Cameroun dans le domaine agricole en termes de subventions agricoles ?



Source : AFD-CIRAD (2014)

3.2. Les manifestations des investissements agricoles chinois au Cameroun

La présence chinoise dans le secteur agricole est remarquable par rapport à celle d'autres pays africains. Les chinois produisent, d'une part de l'hévéa dans les localités de Meyomessala, Kribi et Niété et d'autre part du riz et cultures maraîchères à Nanga-Eboko.

3.2.1 Les plantations chinoises d'hévéa dans les régions du Sud-Cameroun

Les localités de Meyomessala, Kribi et Niété abritent des vastes plantations chinoises d'hévéa. Les chinois sont présents dans le secteur de l'hévéaculture depuis 2008, année au cours laquelle certains investisseurs de l'empire du milieu ont « *acquis une compagnie Singapourienne propriétaire des agro-industries en Afrique. De jure et de facto, la filiale camerounaise est entrée dans le giron de la multinationale chinoise. L'actionnariat de la filiale camerounaise : 87% chinois ; 3% aux employés (depuis 2012) ; 10% État du Cameroun* » (Assembe et al., 2015). Cette multinationale dénommée GMG Global/Sinochem a aussi acquis une vaste concession foncière de 45198 ha près de la réserve du Dja dans la région du Sud-Cameroun (tableau 2).

Tableau 2. Les investissements chinois dans le secteur de l'hévéaculture au Sud-Cameroun

Localités	Entreprises chinoises	Année d'acquisition	Produits	Superficies (ha)
Niété	GMG Global/Sinochem	2008	Hévéa	40992 ha
Meyomessala		2010		45198ha
Kribi		2012		18365ha
TOTAL				104 555ha

Source : Brautigam (2015) et enquêtes de terrain (2022)

Près de 104555 ha hectares de terres sont exploitées par une entreprise chinoise (GMG Global/Sinochem) pour la culture de l'hévéa au Sud-Cameroun. Cette entreprise est actionnaire majoritaire à 87%. Les productions de ces concessions foncières sont exportées en très grande partie vers la Chine. Cette acquisition foncière témoigne de la volonté des pouvoirs publics nationaux à intégrer la Chine dans sa stratégie de développement agricole.

3.2.2 La mise en culture du riz et autres cultures maraîchères à Nanga-Eboko par les chinois

Les chinois disposent d'une vaste concession foncière de près de 10 ha dans la localité de Nanga-Eboko pour la riziculture et autres cultures maraîchères. Le Cameroun étant un gros importateur des produits agricoles tels que le riz, le blé, le maïs et d'autres produits alimentaires, la coopération avec la Chine est amenée à changer la donne dans l'avenir si la coopération bilatérale entre les deux pays porte ses fruits. Dans la localité de Nanga –Eboko par exemple ,les chinois cultivent le riz par l'entreprise chinoise Iko (Planche I).

Planche I. Champ de riz chinois par la société chinoise Iko à Nanga -Eboko (centre-Cameroun)



Source : Investir au Cameroun (2019)

Cette photo montre comment les chinois mettent en valeur les ressources en terre acquises au Cameroun. Ici on note la culture du riz qui aura un fort impact sur l'économie locale et nationale.

La présence de la Chine dans le tissu de production agricole au Cameroun est salubre grâce aux effets induits au niveau local et national. Les vastes plantations chinoises sont sources de revenus salariés pour les populations locales et un apport en production des vivres au niveau national. Dans ce contexte, les populations locales peuvent aussi bénéficier d'un transfert immédiat de technologie ou d'un effet d'entraînement des techniques chinoises de mise en culture.

Par ailleurs, le gouvernement chinois finance de nombreux projets de développement dans le domaine agricole au Cameroun. L'un des projets phares est la construction de Centre d'Application des Technologies agricoles (CATA) de Nanga-Eboko. La construction de ce centre a nécessité la participation financière du gouvernement chinois à hauteur de 10 millions de dollars américain. Ce centre a pour

fonction de faciliter à l'aménagement des bassins de production rizicoles pour augmenter la production nationale du riz (Planche 2).

Planche 2. Siège du CATA et paquet de riz produit par la société Iko à Nanga-Eboko



Source : Enquêtes de terrain (2022) et AFD-CIRAD (2014)

Le CATA à Nanga- Eboko est le deuxième grand centre d'expérimentation construit par la Chine en Afrique. Ce centre est un véritable levier pour la production du riz national.

La recherche agronomique est aussi un volet de la coopération agricole entre la Chine et le Cameroun. Le gouvernement chinois contribue à la formation des ressources humaines agricoles par les bourses offertes aux cadres nationaux dans les universités chinoises. L'une des plus prestigieuses de ces universités, l'Université d'agriculture et de foresterie localisée dans la partie septentrionale de la Chine offre son expertise dans ce cas. Le gouvernement chinois envoie régulièrement les experts en questions agricoles au Cameroun pour contribuer à bien restructurer l'agriculture nationale. En investissant dans le secteur agricole, le gouvernement chinois veut aussi infléchir la tendance qui tend à marginaliser l'agriculture parmi ses domaines d'intervention prioritaires au Cameroun .

3.3. Les impacts socio-économiques des investissements agricoles chinois dans les régions du Centre et Sud

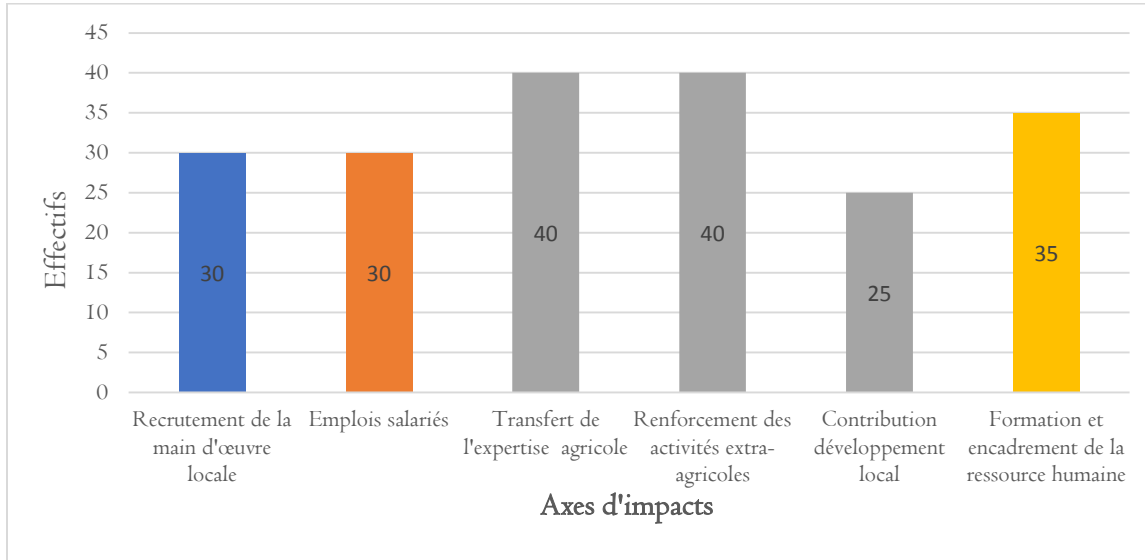
Les plantations chinoises d'hévéa génèrent plusieurs avantages sociaux dans les localités où elles sont implantées :

- à termes ,ces plantations vont participer à la création de plus de 14000 d'emplois pour les populations riveraines. Près de 4000 ont déjà été créés pour le bien des jeunes locaux et mêmes nationaux ;
- la contribution à la création des plantations villageoises dans ces localités pour améliorer le niveau de vie des paysans locaux ;
- le désenclavement des villages par la mise en place de certaines infrastructures sociales, etc.

Les investissements chinois dans le secteur agricole est salubre pour les localités en étude, tout comme

pour l'ensemble de l'économie nationale. Dans ces localités du centre et Sud du Cameroun, les avantages de la présence chinoise auprès des populations locales sont innombrables (figure 3).

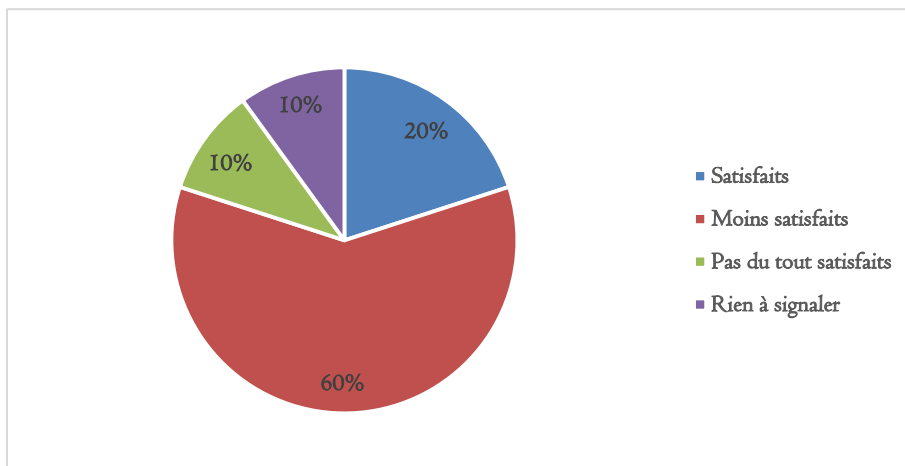
Figure 3 : Impacts de la présence chinoise auprès des populations rurales du Centre et sud Cameroun



Source : Enquêtes de terrain

L'analyse des impacts des activités agricoles menées par les entreprises chinoises dans certaines localités du Centre et Sud - Cameroun montre que les producteurs ruraux qui collaborent avec la partie chinoise bénéficient de beaucoup d'atouts. Ces atouts vont du recrutement de la main d'œuvre locale (15%) à la formation et l'encadrement de la ressource humaine locale (17,5%), en passant par le transfert de l'expertise agricole et le renforcement des activités extra-agricoles (40%). Ces différents impacts contribuent à renforcer l'image de la Chine auprès des producteurs locaux (figure 4).

Figure 4 : Perceptions des producteurs envers la présence chinoise



Source : Enquêtes de terrain

Les producteurs manifestent différentes perceptions envers la présence économique chinoise dans leurs localités. Certains producteurs (20%) sont satisfaits des impacts de la coopération chinoise, tandis que d'autres le sont moins (60%). Par ailleurs, 10% des producteurs jugent la présence chinoise insatisfaisante et 10% n'ont émis aucun avis.

Les investissements chinois auprès des plantations acquises depuis 2008 ont permis d'augmenter légèrement la production du caoutchouc naturel au Cameroun. Cette production est passée d'environ 55000t/an en 2008 à près de 60000 t en 2022. La faible augmentation de la production (9,09%) est le résultat d'un vieillissement accéléré de l'outil des productions et des plantations. Cette production contribue au dynamisme du commerce extérieur du Cameroun et participe aux efforts des tentatives de l'agro-industrialisation du pays.

Par ailleurs, les lacunes subsistent dans la coopération agricole avec la Chine :

- La formation des cadres techniques nationaux demeure faible pour impulser un véritable développement agricole ;
- Le transfert de technologie semble limité car la Chine est plus présente dans l'industrie minière que les agro-industries qui pourraient rehausser l'image de marque de l'agriculture nationale.

4. Discussion

La coopération Sino-camerounaise en est une réalité dans le domaine agricole comme dans d'autres secteurs d'activités économiques. La Chine depuis les années 1960 est présente dans les pays en développement à travers certains de ses citoyens qui investissent dans le secteur rural. Les travaux du CIRAD (2016) confirment que l'agriculture sera pour les prochaines années à venir une clé pour le développement de la coopération sino-africaine. Quant à Ian (2016), la coopération sino-africaine dans le domaine agricole s'accélère sans être à un haut niveau de dynamisme comme le pensent beaucoup de personnes. Pratiquement, les chinois usent de plusieurs stratégies pour acheter de vastes superficies de terre en Afrique en général (Brautigam, 2015) et au Cameroun en particulier pour développer les activités de production agricole. C'est également le cas pour les pays comme la Côte d'Ivoire (Aurégan, 2017). Ces investissements chinois renforcent la coopération entre la Chine et ses partenaires des pays en développement malgré le faible impact de cette coopération dans la modernisation des systèmes de production agricole au Cameroun comme ailleurs.

Dans la réalité, les investissements chinois dans le secteur agricole demeurent faibles au Cameroun comme dans d'autres pays en développement en comparaison avec le secteur industriel (AFD-CIRAD, 2014). Cette précédente étude relève une fois de plus la modicité des investissements chinois dans le secteur agricole en Afrique. Pour le cas du Cameroun, il est le premier pays africain où la Chine dispose d'énormes concessions foncières agricoles mais sans véritable impact dans le développement agricole au niveau national (Ecofin, 2019). D'autres études assimilent même la présence agricole chinoise en Afrique à une catastrophe qui contribue à spolier ou s'accaparer les réserves foncières rurales africaines (Kersting, 2013).

L'absence des données fiables pour mieux apprécier la contribution de la Chine au développement du secteur agricole est une réalité dans cette étude. Toutefois les observations de terrain montrent que la Chine dispose des exploitations agricoles dans les régions du Centre et Sud-Cameroun. L'empire du milieu" a investi dans la construction d'un centre d'expérimentation de la riziculture à Nanga-Eboko dans la Région du Centre. Les autres Régions attendent encore les investissements et l'encadrement des producteurs ruraux dans le domaine de la riziculture. Cette forme de coopération aiderait au mieux à moderniser un pan de l'agriculture nationale et améliorer les conditions de vie des milliers de producteurs. Cet article malgré l'indisponibilité de certaines données statistiques a eu le mérite d'identifier un volet de la coopération Sud-Sud dont les efforts des acteurs peuvent améliorer le contenu et par conséquent favoriser l'éclosion d'un secteur d'activité économique qui demeure fondamental pour près de 60% des camerounais.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif d'analyser la contribution de la Chine dans la stratégie de développement agricole dans les régions du Centre et Sud - Cameroun. La méthodologie mobilisée est centrée autour des recherches documentaires, des observations de terrain et entretiens avec les personnes ressources de cette coopération. Il ressort des principaux résultats que la Chine a largement investi dans le domaine agricole dans les régions en étude. Cette participation chinoise est un atout pour le développement agricole et socio-économique du pays. Toutefois des lacunes subsistent et les stratégies pour y faire face sont nombreuses : la densification des investissements avec la prise en compte des intérêts des populations locales ; le financement et l'encadrement de petits producteurs ruraux ; le contrôle des ressources financières allouées à l'Etat pour assurer le développement du secteur rural, etc. Toutes ces conditions sont nécessaires pour assurer une coopération bénéfique pour les deux partenaires.

Références

- AFD-CIRAD. (2014). Etudes sur les interventions chinoises en Afrique de l'Ouest et australe dans le secteur agricole. Le cas de l'Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Mali et Mozambique, 115p. AFD-CIRAD.
- Assembe, S., Mvondo, L., & Eba'a Atyi. (2015). Responsabilité socio-environnementale des investissements chinois: Cas de l'hévéaculture. Etude de cas I: Du développement de l'hévéaculture au Cameroun. CIFOR.
- Aurégan, X. (2017). Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique: Étude de cas en Côte d'Ivoire. Les Cahiers d'Outre-Mer, 275, 63–91. <https://doi.org/10.4000/com.8036>
- Brautigam, D. (2015). Will Africa Feed China? Oxford University Press.
- Ecofin. (2019). Cameroun: Les vrais chiffres de la présence chinoise sur des terres agricole. Agence Ecofin. <https://www.agenceecofin.com/gouvernance/0308-68306-cameroun-les-vrais-chiffres-de-la-presence-chinoise-sur-des-terres-agricoles>
- Gabas, J.-J., & Tang, X. (2014). Coopération agricole chinoise en Afrique subsaharienne: Dépasser les idées reçues. Perspective-CIRAD, 26. <https://doi.org/10.18167/agritrop/00030>
- Kersting, P. (2013). La Chine est-elle un acteur majeur de l'accapement des terres en Afrique? Passerelles, 14(4). <http://ictsd.org/downloads/passerelles/passerelles14-4.pdf>
- Ngono, L. (2017). La coopération chinoise et le développement en Afrique subsaharienne: Opportunités ou impacts? Université du Québec à Montréal.
- OECD. (2008). Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux (QUATRIÈME ÉDITION.; p. 288). OECD.
- Penny, D. (2007). China and the end of poverty in africa :towards mutual benefit ? Diakonia/ European Network on Debt and Development (Eurodad).
- Punam, C.-P., Andrew, L. D., & Bryan, C. L. (2020). L'exploitation minière en Afrique: Les communautés locales en tirent-elles parti? Agence française de développement et la Banque mondiale. <https://documents1.worldbank.org/curated/ar/310431571241630032/pdf/Mining-in-Africa-are-local-communities-better-off.pdf>